

M. Clark: A quand votre prochaine retraite, Marc?

M. Lalonde: . . . d'offrir aux Canadiens de meilleures perspectives dans le secteur pétrolier et gazier, de conclure une entente équitable entre les producteurs et les consommateurs et de concrétiser l'objectif de la sécurité énergétique pour l'ensemble des Canadiens, cet engagement fondamental, dis-je, demeure et restera inchangé.

Des voix: Bravo!

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, nous venons d'entendre le plaidoyer le plus scandaleux en faveur de la pire catastrophe économique que le Canada ait subie . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson: . . . depuis la confédération.

Des voix: Bien dit!

M. Wilson: Cet important revirement est probablement le plus spectaculaire si l'on excepte celui du 18 décembre dernier où nous avons pu entendre le ministre des Finances (M. MacEachen) prendre à nouveau la parole pour retirer toutes les choses détestables de son budget. Toutefois, ce n'est pas tout et nous attendons la prochaine occasion avec impatience.

M. Ouellet: Quelle multinationale représentez-vous quand vous vous exprimez ainsi?

M. Wilson: Madame le Président, ce programme énergétique national représente la plus grande catastrophe dont nous ayons été témoins. Nous avons vu 40 p. 100 des plates-formes de forage quitter le pays. Nous avons vu disparaître 15,000 emplois. Nous avons vu l'annulation du projet Alsands et de Cold Lake, mais le ministre a attendu 18 mois avant de tenter de remédier à ce désastre.

Le ministre des Finances (M. MacEachen) et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) se sont servis de l'économie canadienne comme d'un laboratoire expérimental pour leurs égoïstes politiques socialistes.

Des voix: Bravo!

M. Wilson: Cela a été désastreux et tous les Canadiens en souffrent, que ce soit à cause de la cherté du gaz, des taux d'intérêt élevés, des licenciements et de notre dépendance accrue vis-à-vis des sources pétrolières instables du Moyen-Orient. Premièrement, le ministre des Finances et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ont dû avaler bien des couleuvres. Le ministre de l'Énergie a parlé des problèmes du secteur pétrolier ce soir. Qu'on ne s'y trompe pas! Ces problèmes ont été causés, d'abord et avant tout, par la politique énergétique qu'il a annoncée en octobre 1980. Cette politique malavisée, erronée et concoctée dans une tour d'ivoire, cette politique qu'il a imposée à l'ensemble des Canadiens ce soir-là a porté un coup dur à l'industrie la plus prometteuse du pays. A ce moment-là, le secteur pétrolier était un des piliers de notre économie.

M. Gustafson: Il était florissant.

M. Wilson: C'était un secteur solide qui aurait pu nous aider à traverser la récession qui sévit actuellement. Mais pour l'heure, il agonise. Le ministre, je le répète, s'est finalement rendu compte, après dix-huit mois d'analyse, d'interrogation sur la façon de se sortir du pétrin et de relancer quelque peu l'industrie, qu'une catastrophe avait eu lieu qui demandait à

Programme énergétique national

être réparée. Les installations de forage ayant quitté le pays et les projets de Cold Lake et Alsands ayant échoué, il s'est en outre aperçu que les activités de prospection, qui augmentaient de 31 p. 100 par année jusqu'en octobre 1980, diminuaient depuis de 2 p. 100 par année. Voilà l'effet que sa politique a eu sur l'industrie au Canada.

M. Clark: Demandez-lui de rester!

M. Wilson: Mais jetons aussi un coup d'œil sur ce qu'il a fait ce soir.

Mlle MacDonald: Il vient de quitter la Chambre.

M. Wilson: Le ministre a quitté la Chambre, je vois.

M. Ouellet: Il reviendra, soyez sans crainte, mais pour ce que vous avez à dire, il pouvait bien s'absenter.

M. Wilson: Le ministre n'a donné qu'une image fragmentée de l'impact que sa politique a eu sur l'industrie. Il n'a fait que s'attaquer à la légère aux problèmes qui ont surgi en octobre 1980. Il doit comprendre qu'il ne peut réparer les pots cassés avec cette seule politique faite de bric et de brac. Il faudra des années pour que l'industrie reprenne confiance dans le gouvernement et pour que celui-ci se réhabilite aux yeux de nombreux membres de l'industrie pétrolière et gazière.

Notre Honneur se souviendra que lors de la crise de 1974-1975 dans l'industrie pétrolière et gazière, il a fallu trois ans pour nous remettre sur pied alors que nous n'avions alors perdu que 10 p. 100 environ de nos installations de forage contre 40 p. 100 cette fois. Personne ne prête foi aux statistiques que le ministre a produites ce soir. Il est champion pour ce qui est de tourner les chiffres à son avantage, mais il ne pourra pas tromper ceux qui voient les choses telles qu'elles sont. Sa méthode ne redonnera pas au secteur pétrolier la confiance dont il a besoin pour amorcer sa relance.

Nous devons aussi reconnaître que les pouvoirs du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, pour ce qui est d'intervenir, de réglementer et de manœuvrer demeurent entiers. Aucun changement ne vient corriger cet épineux problème qui a fait reculer les industriels et les a incités à démanteler leurs installations et leur personnel de l'autre côté de la frontière.

Il y a un troisième point du programme annoncé ce soir, ou de cette remise à jour, dont je veux parler, soit de l'affirmation du ministre selon laquelle ce programme de deux milliards de dollars va sauver l'industrie. Il en réclame fièrement la paternité et affirme être le pourvoyeur de fonds. A l'entendre, les consommateurs n'auront pas le moindre cent à payer. Il n'a jamais réussi à comprendre que le consommateur paie tout. Dans le cadre de ce programme-ci, le consommateur paiera directement 30 p. 100 ou 600 millions de dollars des 2.1 milliards que le programme coûtera globalement. Voilà le genre de fardeau qu'il impose au consommateur ce soir. Il fait abstraction du fait que le prix de l'essence est monté de 10 à 20c. le gallon. J'ai les statistiques pertinentes ici, si le ministre doute de mes chiffres qui sont pourtant les plus récents, ils s'appliquent à ce jour de mai 1982, alors que ceux du document qu'il vient de déposer à la Chambre remontent au mois de janvier cette année. La situation a changé. Les courbes se croisent et les consommateurs paieront de plus en plus à cause du programme que vient d'annoncer le ministre.